

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

VILLE DE VANNES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

DU

Conseil Municipal de la Ville de Vannes

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 1987

Le Conseil Municipal, convoqué par lettre du 19 janvier 1987, s'est réuni le 27 janvier 1987, sous la présidence de M. Pierre PAVEC, Maire de VANNES.

Présents : Mme SAUVET, MM. BARBIER, RIVIERE, Mme GUILLOU-MOINARD, M. CHAZARD, Mme LECALLIER, MM. DELEAU, TROCHET, PINSON, OFFREDO, HEMON, BOTHEREL, BERTHO, Mme GAUTHIER, MM. POIRAUDAU, MET, GAUTIER, Mme DANTO, M. ROZO, Mme LE DANTEC, MM. LORCY, DELAVENNE, Melle COURIAUT, MM. LAMOUREUX, OLIVIER, MEYER, LE FUR, GUIHO (du point 6 à la fin), Mme SIMON, MM. MOUSSET, HOUCOIS, PAUGAM, FRELAUT, ADAM, Mme LAGARDE.

Absents excusés : M. MARECHAL qui donne pouvoir à M. GAUTIER
M. GOULARD qui donne pouvoir à M. TROCHET
M. AMOROSO qui donne pouvoir à M. Le Maire
M. LAIGO qui donne pouvoir à Mme LE DANTEC
Mme LE LAMER qui donne pouvoir à Mme SAUVET
M. LONG qui donne pouvoir à M. RIVIERE

Absent : M. JOUBIN

SECRETAIRE DE SEANCE : Melle COURIAUT

MEMBRES EN EXERCICE : 43

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 1987

U R B A N I S M E

* * *

Instauration d'un Droit de Préemption Urbain

M. BARBIER lit le rapport suivant :

La Loi 85.729 du 18 Juillet 1985 "relative à la définition et à la mise en oeuvre de principes d'aménagement" avait mis fin au régime de la Zone d'Intervention Foncière (Z.I.F.) et institué par ses articles 5 à 8 et 10 un droit de préemption urbain pour les Communes lors de la vente de terrains situés dans les zones urbaines (zones U) ou d'urbanisation future (zones NA) d'un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé.

La Loi 86.1290 du 23 Décembre 1986 "tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière" tout en confirmant la suppression du régime de la Z.I.F. a modifié le contenu des articles 5 à 8 et 10 de la Loi sus-visée en supprimant le principe de l'existence de plein droit d'un droit de préemption urbain mais en permettant aux Communes de l'instaurer par délibération pour la vente de terrains situés dans les zones U et NA d'un plan d'occupation des sols.

Le droit de préemption dont nous disposions au titre de la zone d'intervention foncière présentait beaucoup d'intérêt dans la mesure où sans constituer un obstacle aux mutations des biens, il permettait d'une part d'avoir une bonne connaissance du marché foncier et d'autre part de saisir des opportunités pour l'acquisition d'immeubles pour des opérations ponctuelles.

Dans ces conditions il semble donc opportun de maintenir un dispositif de ce type en instituant un droit de préemption urbain pour les terrains sis dans les zones U et NA du P.O.S. de VANNES.

Vu l'avis favorable de la Commission de l'Urbanisme

Je vous propose :

- de décider, conformément à l'article 68 de la Loi 86.1290 du 23 Décembre 1986 (article L 211.1 du Code de l'Urbanisme) d'instituer sur la Commune de VANNES un droit de préemption urbain (D.P.U.) pour les mutations d'immeubles intervenant dans les zones urbaines (zones U) et d'urbanisation future (zones NA) du Plan d'Occupation des Sols et à l'intérieur du territoire couvert par le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (Secteur Sauvegardé)

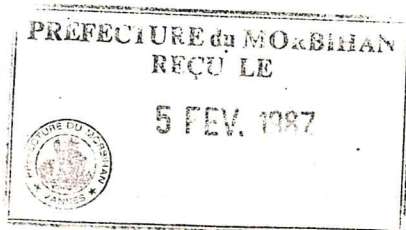
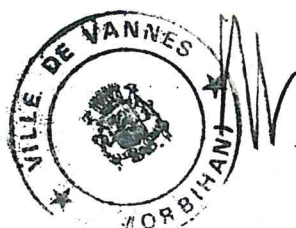
.../...

- de décider conformément à ce même article L 211.1 du Code de l'Urbanisme d'exclure du champ d'application du Droit de Préemption Urbain le territoire de la Z.A.C. de Cliscouët dont nous avons la maîtrise foncière.
- d'autoriser le Maire à signer tous actes ou documents relatifs à la mise en oeuvre de cette décision.

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL

Pour extrait certifié conforme au procès-verbal,

Le Directeur Général
des Services Municipaux,



AFFICHE LE 27 JAN. 1987

gustatory sensation, and the patient is unable to taste or smell.

THE DIRECTOR, FBI
WASHINGTON, D.C.

